

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 21/10/2022 de l'établissement AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader implanté 35 avenue Jean Monnet 31770 COLOMIERS, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais précisés** pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé de mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Zones et niveaux de restriction pour les usages issus de l'eau potable - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2022 article : 4. Délai : 15 jours

Les prescriptions relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après feront ultérieurement l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** afin d'être modifiées dans le cadre d'une refonte en cours des différents arrêtés préfectoraux encadrant l'activité industrielle du site :

- nom : Autres usages concernés - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2022 article : 5

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 8 décembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader**

316 route de Bayonne BP M6513  
à l'attention de M. Sébastien Gaillot  
31060 TOULOUSE

Références : 2022/1045  
Code AIOT : 0006802344

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2022 dans l'établissement AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader implanté 35 avenue Jean Monnet 31770 COLOMIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est menée dans un contexte de sécheresse, marquée par des restrictions de prélèvement d'eau depuis début août 2022.

L'objectif est de contrôler le respect de l'arrêté préfectoral cadre du 28 septembre 2022 portant restriction des prélèvements d'eau dans le département de la Haute-Garonne, en vigueur au 21 octobre 2022, date de la visite d'inspection.

Cette inspection est inopinée.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader
- 35 avenue Jean Monnet 31770 COLOMIERS
- Code AIOT : 0006802344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Airbus Opérations SAS est un fabricant d'avions. Sur le site de Clément Ader à Colomiers, ont lieu des opérations d'assemblage final et de peinture d'avions et de pièces d'avions. Le site

comporte également des installations de combustion pour le chauffage des bâtiments et des salles de peinture, il fait une centaine d'hectares.

Le site de Clément Ader est soumis à autorisation pour les hangars de peinture avion (application de peinture), les chaudières à gaz et à biomasse nécessaires pour chauffer les hangars de peinture avions et les autres bâtiments (installations de combustion) et les stockages de liquides inflammables. Tous les déchets des différents sites Airbus sont regroupés sur le site de Clément Ader. Tous les effluents aqueux des différents sites Airbus sont traités sur le site de Clément Ader. L'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 réglemente l'activité du site Clément Ader de la société AIRBUS OPÉRATIONS SAS.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Aucun usage d'eau n'a été constaté lors de la visite.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Zones et niveaux de restriction pour les usages issus de l'eau potable	Arrêté Préfectoral du 28/09/2022, article 4	/

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
2	Autres usages concernés	Arrêté Préfectoral du 28/09/2022, article 5	/
3	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4.1.1	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, ont été relevés :

- 1 fait sans suite ;
- 1 fait susceptible de suites ;
- 1 prescription inadaptée. Sur ce dernier point, des discussions sont en cours avec l'exploitant dans le cadre d'une refonte globale de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Zones et niveaux de restriction pour les usages issus de l'eau potable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <b>EN ALERTE RENFORCEE :</b> 1. Le lavage des véhicules hors des stations professionnelles est interdit, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires – alimentaires) ou technique (bétonnière...) et pour les services intervenant au titre de la sécurité publique (pompiers, police, etc.). [...] 3. L'arrosage des pelouses, espaces verts publics et privés, jardins d'agrément, terrains de sport est interdit. [...] 6. Le lavage des voiries est interdit sauf impératif sanitaire et à l'exclusion des balayeuses laveuses

automatiques.

7. Les activités industrielles et commerciales devront limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Le registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.

[...]

11. Chaque ICPE doit respecter les prescriptions prévues par l'arrêté sécheresse relatif à leur exploitation en situation de crise ou à défaut, en l'absence d'un tel document, celles mentionnées dans l'arrêté cadre départemental. Des dispositions doivent être prévues, si nécessaire, dans l'arrêté d'autorisation de l'ICPE, pour permettre le stockage des rejets en cas d'interdiction de ces derniers.

[...]

**Constats : 1.** Le lavage des voitures est stoppé sur le site.

Le lavage des avions continue lors des différentes phases de construction et jusqu'à la livraison au client.

3. Il n'y a plus d'arrosage des espaces verts des sites toulousains d'AIRBUS Operations SAS (hors arrosage assurant la mise en place de jeunes pousses). **L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer que cet arrosage spécifique a également été arrêté en respect de l'arrêté préfectoral pris pour restriction des prélèvements d'eau en période de sécheresse.**

Un cahier des charges spécifique accompagne les équipes projets bâtiments / Moyens Généraux, listant les espèces / essences des plantes représentatives de la région et ne nécessitant pas d'arrosage à maturité.

Cette liste a fait l'objet d'une validation par un écologue (ECOTONE).

6. L'entretien des voiries est fait exclusivement à l'aide d'une balayeuse mécanique dédiée.

7. Concernant l'implication d'AIRBUS dans le domaine de la préservation de la ressource "eau", les actions du site s'inscrivent dans un plan à l'échelle du groupe (ambitions "High 5 +").

Des équipes locales, soutenues par des budgets dédiés d'étude et d'investissements, identifient les projets à déployer pour soutenir cette ambition.

Des actions potentielles sont à l'étude telles que :

- changement de technique du nettoyage des halles de peinture, aujourd'hui réalisé intégralement avec des nettoyeurs haute pression, lors des actions de maintenance du mois d'août ;
- optimisation ou changement des osmoseurs pour la déminéralisation, au niveau des centrales de traitement d'air des halles de peinture avion ;
- récupération, traitement éventuel et utilisation d'eau de pluie ;
- recyclage des eaux de lavage des avions.

Aucune échéance de finalisation n'a été donnée pour ces différentes études.

Par ailleurs, un registre de prélèvement des 4 compteurs d'alimentation d'eau du site Clément Ader a été mis en place début août 2022. Il est renseigné à fréquence hebdomadaire.

L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'il développe un projet dit GTB (gestion technique des bâtiments) dont l'objectif est une meilleure gestion à toutes les phases d'activité. Dans ce cadre, un chiffrage de la mise en place de compteurs d'eau sur tout le site est en cours. Le chiffrage de l'action et son calendrier de mise en oeuvre ont été présentés à l'inspection.

11. Chaque halle de peinture avion dispose d'une fosse de collecte des effluents de nettoyage. Ainsi par exemple la salle C35 a une fosse de 50 m<sup>3</sup>.

Du fait d'un afflux massif d'effluents lors de la période de maintenance, la station de traitement du C15 dispose d'une chaîne spécifique de stockage de 200 m<sup>3</sup>.

Le registre d'entrée de la station de traitement interne a été transmis postérieurement à l'inspection. Il est renseigné à fréquence quotidienne. On y retrouve 3 volumes distincts : dépotage eaux cabines peintures ; dépotage effluents St Eloi ; dépotage eaux lavages avions.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite.

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Autres usages concernés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2022, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les collectivités, les entreprises, les associations ainsi que les particuliers doivent se conformer aux mesures de limitation des prélèvements à partir du milieu naturel que sont les cours d'eau et leurs nappes d'accompagnement. Les ICPE n'ayant pas d'arrêté spécifique relatif à leur exploitation pour la sécheresse, peuvent diminuer le volume de leur prélèvement à la hauteur de la restriction mise en place sur leur zone dans le présent arrêté de restrictions. [...]
<b>Constats :</b> L'eau consommée par l'industriel est prélevée dans le réseau d'eau potable et non pas en cours d'eau ou dans une nappe d'accompagnement. Pour ses différents sites toulousains, AIRBUS a une feuille de route avec réduction de la consommation d'eau entre 2015 et 2030 de -50% (ambition "High 5+").
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont les suivants : Origine de la ressource : réseau public Nom de la commune du réseau : Colomiers Prélèvement moyen annuel : 70 000 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué un volume annuel d'eau consommée de 300 000 m <sup>3</sup> pour l'ensemble des sites toulousains d'AIRBUS. Il n'a pas été en capacité de présenter la consommation annuelle d'eau du site Clément Ader.  Selon l'exploitant, 50 à 60% de la consommation d'eau sont pour des usages sanitaires. Aucun justificatif de relevé spécifique n'a été présenté.  Dans le cadre d'une démarche en cours de refonte des différents arrêtés préfectoraux encadrant l'activité industrielle du site Clément Ader, le volume autorisé de prélèvement moyen annuel (article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 modifié) est en cours de discussion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## **Annexe confidentielle**

### **Non communicable au public**

#### **Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible (1)
- ☒ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Zones et niveaux de restriction pour les usages issus de l'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2022, article 4

Information confidentielle :

La mise en place de compteurs d'eau par activités sur le site représente un budget global de 1,3 M€.

Pour 2023, le budget a été validé d'une déclinaison d'une première phase de 400 k€.

La réalisation complète de cette action est prévue sur 3 ans.

Nom du point de contrôle : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4.1.1

Information confidentielle :

Le registre hebdomadaire mis en place depuis la semaine 31 (début août) sur le site Clément Ader montre une consommation cumulée de 16 656 m<sup>3</sup> sur 10 semaines (semaines 31 à 41 incluses).